

Statement of Activities

Exposé des activités

CA1 FR46

-571

3 1761 11555965 0



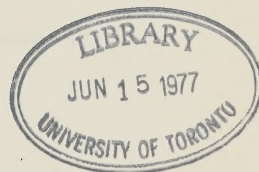
1974/75




Statement of Activities

Exposé des activités

1974/75





Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115559650>

The Honourable Marcel Lessard, M.P.,
Minister of Regional Economic Expansion,
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Lessard,

I have the honour to submit to you a Report of Activities 1974-75 of the Canadian Council on Rural Development.

It is hoped this Report will give a fair picture of the Council's recent concerns and related activities, particularly with respect to DREE's evolving policies.

Yours sincerely
W. A. Jenkins

Ottawa
October 1975.

M. Marcel Lessard,
Ministre de l'Expansion économique régionale
Ottawa, Ontario

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter, au nom du Conseil canadien de l'aménagement rural, le rapport de nos activités pour l'année 1974-1975.

Nous espérons que le présent rapport vous donnera un aperçu des problèmes sur lesquels le Conseil s'est récemment penché et de tous les domaines d'activités dans lesquels nous nous sommes engagé tout en suivant l'évolution de la politique du ministère.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués,

W. A. Jenkins

Ottawa, octobre 1975

CONTENTS

- I. Introduction
- II. Concerns of The Council
- III. Work Program and Other Activities in 1974-1975
- IV. Meetings during 1974-1975
- V. New Work Program for 1975-1976
- VI. The Objective and Function
- VII. Publications
- VIII. The Council

TABLE DES MATIÈRES

- I. Introduction
- II. Les préoccupations du Conseil
- III. Le programme de travail et les autres activités en 1974-1975
- IV. Les assemblées plénières en 1974-1975
- V. Le nouveau programme de travail pour 1975-1976
- VI. L'objectif et les fonctions
- VII. Les publications
- VIII. Le Conseil

I. INTRODUCTION

A number of work programs and public discussions, related directly to the major developmental issues affecting rural Canada, were the highlights of the activities of the Canadian Council on Rural Development during the year 1974-75. Some of these activities were the continuation of existing investigations; some were the follow-up of public reaction to the opinions and recommendations published by the Council in previous years; still others were programs initiated during 1974-75, following the decentralization of operations (now completed) of the Department of Regional Economic Expansion. The Council is particularly pleased to observe that many of the policies which it has proposed in past years, based as they were on its societal concerns, are now being advocated with increasing emphasis by local and regional development associations. Some, indeed, have been adopted — or at least tested — by senior government.

I. INTRODUCTION

Au cours de l'année 1974-1975, le Conseil canadien de l'aménagement rural s'est employé à réaliser maints programmes et à organiser des réunions publiques portant sur les graves questions qui touchent le développement des régions rurales du Canada. En fait, certaines de ces activités ont consisté à poursuivre les recherches déjà en cours, d'autres ont été la conséquence logique de la réaction du public canadien aux points de vue et recommandations exprimés par le Conseil au cours des années précédentes, tandis que plusieurs d'entre elles comprenaient des programmes amorcés en 1974-1975, dans le contexte de la décentralisation (maintenant complétée) du ministère de l'Expansion économique régionale.

Le Conseil est particulièrement heureux de constater que bon nombre de ses prises de position en matière de politique, inspirées par des principes humanitaires, sont reprises par des associations de développement locales et régionales de plus en plus nombreuses et sont manifestement adoptées ou du moins mises à l'essai par les gouvernements.

II. CONCERNS OF THE COUNCIL

- Developmental processes that will ensure equitable benefits for rural Canadians.
- Developmental approaches that will ensure the social, economic and cultural enrichment of rural Canadians and create "stay" options for them in rural areas.
- Planning for development based on rural resources, opportunities and the scale of enterprise that the rural community can best support or that best satisfies their needs.
- Adequate information about governmental programs for rural people and their full participation and involvement in all phases of development.

With these basic concerns in mind, the Council, throughout 1974-75 and in earlier years, has published or completed professionally prepared studies and reviews on important facets of rural life; held local seminars and public debates on social and economic needs of rural Canada; spread ideas for the revitalization of the rural socio-economic structures; urged governments to adopt a balanced approach to rural and regional development; and endeavoured to broaden public knowledge about the effects and the implications of government policies and programs.

II. LES PRÉOCCUPATIONS DU CONSEIL

- Des méthodes de développement qui assureront aux Canadiens des régions rurales les mêmes avantages que ceux qui sont offerts aux résidents des centres urbains.
- Des approches de développement qui assureront l'enrichissement social, économique et culturel des habitants des régions rurales et donneront à ceux qui le désirent la possibilité d'y demeurer.
- Une planification du développement en fonction des ressources et des possibilités des régions rurales, et de la taille des entreprises que l'agglomération rurale est le plus en mesure de supporter ou qui répondent le mieux à ses besoins.
- Une information adéquate de la population rurale sur les programmes gouvernementaux et une pleine participation et collaboration de celle-ci à toutes les étapes du développement.

Ces préoccupations fondamentales à l'esprit, le Conseil a, au cours de 1974-1975 et des années précédentes, publié ou terminé des études et des analyses bien documentées sur les aspects importants de la vie rurale, tenu des colloques et des réunions publiques sur les besoins économiques et sociaux des régions rurales du pays, lancé des idées en vue de revivifier la structure socio-économique rurale et pressé les gouvernements de prendre des mesures pour en arriver à un développement rural et régional équilibré et, enfin, s'est appliqué à sensibiliser davantage le public sur les répercussions et implications des politiques et des programmes gouvernementaux.

III. WORK PROGRAM AND OTHER ACTIVITIES IN 1974-1975

*A Policy Toward the Revitalization of the Rural
Socio-Economic Structure:*

In its *Fifth Annual Report and Review*, the Council advanced the theory that substantial social and economic benefits would accrue to Canada as a whole from a policy of comprehensive redevelopment and revitalization of rural Canada, based on the scale of enterprise and the degree of technology which the rural communities can support and sustain. The Council believes that an absence of opportunities in an area in Canada is the exception and that the systematic identification of opportunities and resources should be the first step toward development. In many cases, there may be limited or small scale opportunities which should be the legitimate points of departure for economic development. It is not necessary to import large-scale enterprises into smaller communities, where they may disrupt the existing social institutions. A developmental process based on local resources, opportunities and the appropriate scale of operation can be a self-sustaining process, can generate a favourable market economy within the rural areas, with increasing scope for employment and income opportunities, and can thus create conditions for "stay" options in rural areas. In this approach, proper government assistance for large scale development, where appropriate, is not ruled out.

Further, such an approach could inevitably bring together the social and economic developmental needs of the communities because it would require a carefully judged mix of indigenous and external resources, a precise degree of investment, the interest of the communities, and planning for development in partnership with them. The essential requirement for this approach is to encourage and strengthen the planning and decision-making ability of the rural communities, using all necessary governmental assistance — financial, technical and professional.

III. LE PROGRAMME DE TRAVAIL ET LES AUTRES ACTIVITÉS EN 1974-1975

Une politique de revivification de la structure socio-économique rurale

Dans son *Cinquième rapport et exposé*, le Conseil soutient que l'ensemble du pays retirerait de grands avantages sociaux et économiques de l'application d'une politique globale de réaménagement et de revivification du Canada rural, politique axée sur la taille des entreprises et le degré de technologie que les collectivités rurales peuvent supporter et soutenir. Le Conseil croit que l'absence de possibilités dans une région constitue l'exception au Canada et que l'identification systématique des possibilités et des ressources devrait être la première étape en vue du développement. Dans bien des cas, il peut s'agir de possibilités restreintes ou de petite envergure qui n'en devraient pas moins constituer le point de départ justifié d'un développement économique. Il n'est donc pas nécessaire d'attirer de grandes entreprises dans les petites localités où elles risquent de disloquer les institutions sociales existantes. Des méthodes de développement, basées sur les ressources et possibilités locales et sur le type d'exploitation approprié, peuvent se suffire à elles-mêmes et engendrer une économie de marché favorable dans les régions rurales, tout en élargissant la gamme des possibilités d'emploi et de revenu de façon à créer des conditions qui permettent à ceux qui le désirent de continuer à y habiter. A cet égard, on n'écarte pas une aide gouvernementale appropriée dans le cadre d'un développement à grande échelle.

En outre, une telle approche ne manquera pas de regrouper les besoins en développement social et économique des localités, car elle nécessite un mélange bien dosé des ressources locales et extérieures, un niveau précis d'investissement, l'intérêt des collectivités et une planification de développement à laquelle elles collaboreront. Cette approche doit, avant tout, favoriser et raffermir la capacité de planification et de prise de décisions des agglomérations

Participation and Local Development Associations

The CCRD has consistently expressed its opinion that citizens should be able to participate, to the limit of their desires and abilities, in the development of Canada. Failure to involve a broad spectrum of citizen groups in governmental planning and policy-making has often led to inconsistent and unsatisfactory developmental and remedial programs. This has led to frustration, and distrust for the governmental decision-making process, on the part of the citizen.

The Council therefore initiated a full-scale study of the local development associations in rural Canada, with a view to examining their role and effectiveness in making the process of governmental planning and programming truly participatory. The study is nearing completion. The major conclusion that is emerging is that the local development associations do indeed play a legitimate and important role in revitalizing and strengthening the social and economic structure of non-urban Canadian life. However, their limited resources call for substantial governmental assistance, both financial and professional. It is the intention of the Council not only to distribute the study widely to the Canadian public but also to bring together representatives of local development groups in a seminar late in 1975 to discuss the findings of the study.

Manpower Policies and Rural Manpower

Manpower policies and programs as they apply to and affect rural Canadians have been a concern of the CCRD in terms of its mandate on rural development. Similarly the role of DREE in manpower policy flows directly from its responsibility for employment creation and resource adjustment in depressed regions. Further, manpower policy must relate to any social and economic development efforts, because the human resource in any area is an important, perhaps the most important, factor in the development process.

rurales et utiliser au besoin l'appui financier, technique et professionnel que les gouvernements peuvent apporter.

La participation et les associations de développement locales

Le CCAR a toujours soutenu que les citoyens canadiens doivent pouvoir participer dans la mesure de leurs désirs et de leurs capacités au développement de leur pays. L'incapacité à faire collaborer les nombreux groupes de citoyens à la planification et à l'élaboration des politiques gouvernementales a souvent conduit à la mise sur pied de programmes de développement et de redressement inconsistants et insatisfaisants, causes de frustration et de méfiance de la part des citoyens, face aux méthodes utilisées par le gouvernement dans ses prises de décisions.

Le Conseil a donc recommandé la réalisation d'une étude complète des associations locales de développement du milieu rural, en vue d'examiner leur rôle et d'évaluer avec quelle efficacité elles parviennent vraiment à participer à la planification et à l'élaboration des programmes gouvernementaux. L'étude est presque terminée et la principale conclusion à en retirer est que les associations de développement locales jouent réellement un rôle important et justifié dans la revivification et le renforcement de la structure sociale et économique de la vie rurale. Toutefois, la modicité de leurs ressources exige une aide financière et professionnelle substantielle de la part des gouvernements. Le Conseil n'a pas seulement l'intention de faire une large diffusion de l'étude dans le public canadien mais également de réunir, au cours de 1975, les représentants des groupes locaux de développement pour discuter des conclusions de l'étude.

La politique de la main-d'œuvre et la main-d'œuvre rurale

Dans le cadre de son mandat sur le développement rural, le CCAR s'est intéressé aux politiques et aux programmes de main-d'œuvre qui s'appliquent aux

The CCRD initiated a review of official manpower policies and programs, as they relate to rural Canada. The review is still not complete in all its aspects, but certain major inadequacies in existing manpower policies are becoming apparent. Manpower programs appear to lack the flexibility necessary to meet rural needs, except when there are immediate job opportunities for trainees. Yet the diversity of manpower problems requires that a program be designed which can respond to the special needs of rural areas, particularly the disadvantaged sectors of the population. Under the manpower programs, requirements for a certain level of formal education, or related skills, in many cases make it difficult to use the potentialities of rural people. As we pointed out in our *Fifth Report and Review*, there appear to be few opportunities for rural residents to obtain training other than for employment in primary industry. For rural people who wish to move to urban-based employment, not only the teaching of relevant skills but also pre-adjustment and post-adjustment counselling are required. In addition, the predominantly male orientation of manpower programs and the utter lack of supportive functions for women are of some concern to the CCRD.

The central objective of this study of manpower policy is to emphasize the need for a comprehensive policy that will ensure manpower and managerial development in rural areas and provide a meaningful choice of occupation for rural people.

Role of Tourism and Outdoor Recreation in Rural Redevelopment

The Council recognizes that a new form of ruralism is manifesting itself. Rural residents, in addition to their traditional role as suppliers of food and raw materials, are increasingly being called upon to satisfy the recreational needs of urban dwellers and to provide living space for urban workers. This demand is also causing profound changes in

ruraux et les touchent de près. De même, le rôle du MEER dans la politique de la main-d'œuvre découle directement de sa responsabilité vis-à-vis la création des emplois et la réaffectation des ressources dans les régions défavorisées. En outre, la politique de la main-d'œuvre doit être associée à tout effort de développement social et économique, étant donné que les ressources humaines de toute région constituent un important facteur, sinon le plus important, du processus de développement.

Le CCAR a recommandé l'étude de la politique et des programmes officiels de main-d'œuvre qui visent les régions rurales du Canada. On n'a pas encore abordé tous les aspects de ces questions. Cependant, on note déjà de graves lacunes dans la politique de la main-d'œuvre et les programmes semblent manquer d'une certaine souplesse pour répondre aux besoins des campagnards, sauf lorsqu'il se présente des possibilités immédiates d'emploi pour les personnes en période de formation. Or, la diversité des problèmes de main-d'œuvre dans les régions rurales exige que les programmes soient conçus de façon à répondre à leurs besoins particuliers, notamment à ceux du secteur défavorisé de la population. L'exigence d'un certain niveau d'instruction ou de compétence pour participer aux programmes de main-d'œuvre rend, dans de nombreux cas, l'exploitation des talents des ruraux difficile. Comme nous l'avons souligné dans le *Cinquième rapport et exposé*, il semble que les habitants des régions rurales aient peu de possibilités d'acquérir une formation autre que celle visant l'emploi dans l'industrie primaire. Les ruraux qui veulent aller travailler dans les villes doivent non seulement recevoir la formation appropriée mais également l'orientation voulue, tant au cours de la période qui précède l'adaptation qu'au cours de celle qui la suit. De plus, l'orientation prédominante des programmes de main-d'œuvre vers la formation des hommes et l'absence complète de fonctions de soutien pour les femmes ne sont pas sans préoccuper le Conseil.

both the character of the countryside and the lives of rural people. The Council has therefore completed a study of the economic implications for rural recreation.

The study substantiates the theory that tourism and recreation demands for rural resources can provide improved income and employment opportunities for rural people and therefore provide a "stay" option for those who prefer rural living. The supply and demand relationship, however, will remain a controlling factor, underlining the fact that tourism and recreation development is not a panacea to the economic problems of depressed areas, but a potentially important supplement to existing economic activities. Despite the substantial public investment that is often required in creating facilities and infrastructure, a planned development of tourism and recreation appears necessary to meet the social needs and the leisure-time satisfaction of urban residents. Investment in recreation facilities can also have spin-off development effects if local involvement in the planning and implementation of any tourist-recreation program is ensured.

While this study considers only the economic effects of tourism and outdoor recreation on rural development, the Council recognizes that there are social and environmental aspects also to be taken into account. The Council has initiated studies on these aspects, as well as on federal and provincial governmental policies with respect to the role of this industry in rural development. All of these studies, when completed, are intended to be discussed in a seminar composed of various interest groups scheduled to be held in the fall of 1975.

An Approach to Midnorth Development

Throughout 1974-75, one of the important preoccupations of the CCRD has been the midnorthern region of Canada. The Council has devoted much of its time and resources to trying to identify a

Le principal objectif de l'étude de la politique de la main-d'œuvre est de mettre en lumière le besoin d'une politique globale de la main-d'œuvre pouvant assurer le perfectionnement de la main-d'œuvre et des administrateurs des régions rurales et offrir aux ruraux un choix d'emplois intéressants.

Le rôle du tourisme et des activités en plein air dans le réaménagement rural

Le Conseil constate l'émergence d'une nouvelle forme de «ruralisme», en ce sens que les ruraux voient s'ajouter à leur rôle traditionnel de fournisseurs de produits alimentaires et de matières premières celui de pourvoyeurs de loisirs pour les citadins et de superficies habitables pour les travailleurs urbains. Le Conseil a donc fait une étude sur l'incidence économique des loisirs en milieu rural. Il va sans dire que cette demande bouleverse profondément l'aspect de la campagne et la vie de ses habitants.

L'étude établit que la demande de ressources rurales pour la satisfaction des besoins touristiques et récréatifs peut améliorer les possibilités de revenu et d'emploi des ruraux et ainsi leur donner le choix de garder leur mode de vie campagnard. La relation entre l'offre et la demande demeurera cependant un facteur de contrôle sous-jacent au fait que le développement du tourisme et des loisirs n'est pas une panacée aux problèmes économiques des régions en difficulté, mais qu'il peut constituer un supplément appréciable aux activités économiques existantes. Malgré la somme d'investissements publics qui, souvent, est nécessaire à la création d'établissements et d'éléments d'infrastructure, une promotion planifiée du tourisme et des loisirs semble indispensable pour répondre aux besoins de la société et meubler les heures de loisir des citadins. De plus, investir dans des installations récréatives peut avoir des retombées sur le développement pour autant que l'on s'assure de la participation locale à la planification et à la mise en œuvre du programme touchant le tourisme et les loisirs.

policy direction and a development approach that would adequately and effectively meet the divergent needs of the communities of Canada's mid-north. Indeed, the Council's sixth review will be devoted exclusively to a study of the social and economic profiles of the midnorthern communities, particularly of the western northlands, and to recommendations with respect to the developmental policy, programming, as well as the delivery system, for this resource-rich and yet socially deprived region of the country.

Given the nature of the midnorth area, it has been evident for some time that special development initiatives are required to ensure social and economic development, because traditional developmental approaches have not produced the desired results. The new developmental approaches should recognize that the people and the communities in the midnorthern region must have a chance to develop in a holistic way: in social, cultural and economic areas concurrently. Further, this should evolve over a period of time, as people and communities evolve. Enough time is to be allowed for the people to develop the necessary skills and new values, and for communities to develop the local government structures and institutions that will make decisions and coordinate their developmental initiatives.

Basically this study calls for reversal of the traditional approach to development (i.e. planning from the top down) to an approach based on community-controlled and community-based social and economic development. The essential change which must precede such a developmental approach is in the political and governmental philosophy with respect to the midnorth region.

Environmental Technology

The concept of environmental technology arises from the hypothesis, advanced in the Council's *Fifth Report and Review*, that Canada as a whole will

L'étude ne s'en tient qu'aux répercussions économiques du tourisme et des activités en plein air sur le développement rural, mais le Conseil reconnaît qu'il faut également tenir compte des aspects sociaux et « environnementaux ». Le Conseil a demandé qu'on étudie ces aspects ainsi que les politiques fédérales et provinciales relativement au rôle de cette industrie dans le développement rural. Toutes ces études, une fois terminées, feront l'objet d'un colloque, prévu pour l'automne 1975, qui réunira les différents groupes intéressés.

Une approche de développement dans le Moyen-Nord

Tout au long de 1974-1975, le CCAR s'est abondamment préoccupé de la région du Moyen-Nord. Il a consacré, dans une large mesure, son temps et ses ressources à tenter de définir une orientation de la politique et une approche de développement qui pourraient répondre adéquatement et efficacement aux besoins divers des collectivités de cette région. En fait, le sixième rapport du Conseil sera consacré exclusivement à l'étude des profils sociaux et économiques de ces collectivités, notamment celles des terres septentrionales de l'Ouest, et formulera des recommandations touchant une politique et des programmes de développement, ainsi qu'un réseau de distribution pour cette région, riche en ressources mais socialement perturbée, du pays.

Étant donné le caractère de la région du Moyen-Nord, il est apparu évident pendant quelque temps qu'il fallait recourir à des activités de développement particulières pour en assurer le développement socio-économique, les approches traditionnelles n'ayant pas donné les résultats escomptés. Les nouvelles approches de développement devraient donc reconnaître que la population et les agglomérations de cette région doivent avoir la chance de se développer intégralement, c'est-à-dire sur les plans social, culturel et économique tout à la fois. En outre, le développement devrait progresser au même rythme que la population et les agglomérations. On devrait

gain significant economic and social benefits through a policy commitment to the redevelopment and the revitalization of rural Canada based on the scale of enterprise which the rural communities can support and sustain. It thus assumes special importance, particularly in the context of development of the midnorthern communities.

The concept is basically simple: that no man or society can do a job without tools; that almost no appropriate tools have been developed which enable hinterland people, particularly native people, to build socially and economically viable communities; and that therefore, given the environmentally appropriate tools, the viability of rural communities can perhaps be achieved. With this idea in mind, the CCRD initiated in late 1974 a study to examine the question: What mix of institutional forms, existing and new, would be most appropriate for the furtherance of technological innovations which would be relevant to the midnorth region and various types of sub-regions? The first phase of the study, i.e. the conceptualization, the cost-effectiveness and the impediments to desired innovations, has been completed. However, much more remains to be done. Facts and opinions must be marshalled more cogently; the beliefs and the desires of Canadians to be creative and self-determining as individuals in a regional society, rather than be swept willy-nilly into a high-technology megalopolitan society, must be studied more precisely. The CCRD intends to pursue these questions during 1975.

ARDA Programs and the Native People of Canada

The CCRD has been continually concerned with the role and effectiveness of ARDA as an instrument of rural development and adjustment, particularly in furthering the social and economic enrichment of the native communities. The Council believes that ARDA provisions can be very effectively applied to promote programs for native people — to create native employment and to develop native skills,

donner aux gens le temps nécessaire pour acquérir les aptitudes et les nouvelles valeurs essentielles, et aux municipalités le temps d'échafauder les structures et institutions administratives locales qui leur permettent de prendre des décisions et de coordonner les entreprises de développement.

Fondamentalement, cette étude appelle le remplacement de l'approche traditionnelle de développement, c'est-à-dire une planification de haut en bas, par une approche fondée sur un développement social et économique axé sur la communauté et dirigé par elle. Une telle approche présuppose des changements fondamentaux dans la façon gouvernementale et politique d'envisager le développement des régions septentrionales.

La technologie de l'environnement

A partir de l'hypothèse avancée dans le *Cinquième rapport et exposé* du Conseil selon laquelle le pays, dans son ensemble, retirerait de grands avantages économiques et sociaux de l'application d'une politique de réaménagement et de revivification du Canada, basée sur la taille des entreprises que les collectivités rurales peuvent appuyer et soutenir, le concept de la technologie de l'environnement prend une importance particulière, notamment dans l'optique du développement des agglomérations du Moyen-Nord.

Le concept, fondamentalement simple, se résume comme suit : aucun homme ni aucune société ne peut travailler sans outils. Or, les habitants de l'arrière-pays, en particulier les autochtones, ne disposent que de peu d'outils appropriés pour édifier des collectivités socialement et économiquement viables. Par conséquent, si on leur donne les outils adaptés à leur milieu, peut-être pourront-elles assurer leur viabilité. En s'appuyant sur ce raisonnement, le CCAR a mis en route, à la fin de 1974, une étude pour examiner la question suivante : quelle combinaison de formules institutionnelles, existantes et nouvelles, permettrait le mieux de promouvoir les innovations technologi-

entrepreneurs and creative capabilities. This belief is evidently shared by DREE, so that in addition to the general ARDA agreement, DREE conceived and concluded special ARDA agreements — primarily aimed at developing the native economy.

While the intent and the spirit of these ARDA agreements are, in the Council's view, well-meaning, the program formulation and the implementation procedures have frequently been questioned by the native leaders. The Council therefore commissioned, in late 1974, a study to examine the objectives and rationale of special ARDA as it applies to the Indian lands and Indian people; the project formulation procedures; the input requirements of native people in terms of equity capital and interim financing, relative to the capabilities and access to money market; the nature and extent of their participation in program formulation and implementation; adequacy of pertinent information and counselling; and such other aspects as might impede the realization of the intended objectives of the ARDA agreements. The study has brought into focus some revealing facts and figures, which justify a more thorough evaluation of the ARDA agreement as they relate to native and other disadvantaged groups of people. The Council is in the process of undertaking such an in-depth study in 1975-76.

ques applicables au Moyen-Nord et à divers genres de sous-régions? On a terminé la première phase de l'étude, soit la conceptualisation, l'analyse coût-efficacité et la détermination des obstacles aux innovations souhaitées. Mais, il reste beaucoup à faire. Les faits et opinions doivent être étalés et ordonnés de façon plus convaincante; la volonté et le désir des Canadiens de créer et de s'affirmer à titre de membres d'une société régionale, plutôt que d'être ballottés dans une société polymégapole dévorée par la technologie, doivent être examinés de plus près. Le CCAR se propose de poursuivre l'étude de ces questions au cours de 1975.

Le programme ARDA et la population autochtone du Canada

Le CCAR s'est constamment préoccupé du rôle et de l'efficacité de l'ARDA comme instrument d'aménagement et de relèvement rural, notamment pour ce qui est d'assurer le mieux-être social et économique des collectivités autochtones. Le Conseil croit que les dispositions de l'ARDA peuvent très bien servir à promouvoir les programmes destinés aux indigènes afin de leur créer des emplois et de développer leurs talents naturels, leur esprit d'initiative et leur créativité. Cet avis est évidemment partagé par le MEER qui, outre l'entente générale ARDA, a élaboré et conclu des ententes spéciales visant, en premier lieu, à favoriser le développement de l'économie indigène.

Si, de l'avis du Conseil, on ne peut douter des bonnes intentions sous-jacentes à ces accords ARDA, il n'en demeure pas moins que les dirigeants autochtones ont souvent remis en question les méthodes de formulation et de mise en application des programmes. Aussi, le Conseil a-t-il patronné une étude, à la fin de l'année 1974, en vue d'examiner les objectifs et la raison d'être des ententes spéciales ARDA, eu égard à la population et aux territoires indiens, aux méthodes d'élaboration des projets, aux apports exigés des autochtones en matière de capital effectif et de

financement provisoire par rapport à leurs capacités et à leur accès au marché financier, à la nature et à la portée de leur participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes, à la valeur des renseignements et des conseils fournis et, enfin, aux autres aspects qui pourraient faire obstacle à la réalisation des objectifs des ententes ARDA. L'étude a mis en lumière des faits et des chiffres révélateurs, justifiant une appréciation plus approfondie des ententes ARDA dans la mesure où elles touchent les groupes défavorisés, autochtones ou autres. Le Conseil s'apprête à entreprendre une étude en ce sens en 1975-1976.

IV. MEETINGS DURING 1974-1975

Introduction

Since 1973, the CCRD has adopted a policy of holding general meetings twice or thrice a year in different provinces, jointly with local resource people, local leaders as well as representatives from governments, and various local and regional development councils, with a view to providing a forum for the expression of views and comments by people having a direct and active interest in the rural development of the province concerned. This process of participation greatly assists the CCRD in its advisory role to the Minister of Regional Economic Expansion on rural needs and aspirations, and facilitates public understanding of the government's development policies and programs.

During 1974-75, the CCRD held four general meetings, three of which were joint meetings with local and regional participants.

At Halifax, Nova Scotia

On February 20, 1974, the CCRD convened a joint meeting in Halifax with representatives of DREE, regional development associations from the Bridgewater and Pictou area of Nova Scotia, as well as provincial government officials from all four Atlantic provinces. This meeting was held to discuss six proposals for regional opportunity initiatives being explored by DREE at that time. The CCRD had earlier been requested by Hon. Don Jamieson to review these proposals and provide him with its views and comments. The Council therefore called this joint meeting, so that the experts who had formulated the proposals could elaborate upon the concepts; at the same time, the invited regional participants could react to, and express their views on, the proposals.

Soon after the meeting, the Council submitted a report to the Minister, giving the Council's views and recommendations in the light of the local reactions to the proposals for regional community develop-

IV. LES ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES EN 1974-1975

Introduction

Depuis 1973, le CCAR a adopté comme ligne de conduite de tenir deux ou trois assemblées plénières dans différentes provinces, auxquelles participent des personnes-ressources et des dirigeants locaux ainsi que des représentants des gouvernements et de divers conseils locaux et régionaux de développement, afin de donner aux gens, qui s'occupent directement et activement d'aménagement rural dans la province en cause, l'occasion d'exprimer leurs opinions et leurs points de vue. Non seulement ce mode de participation aide-t-il grandement le CCAR à s'acquitter de son rôle consultatif auprès du ministre du MEER sur les besoins et les aspirations des ruraux, mais il contribue à sensibiliser le public aux politiques et programmes de développement des gouvernements.

En 1974-1975, le CCAR a tenu quatre assemblées plénières, dont trois avec des participants locaux et régionaux.

L'assemblée de Halifax en Nouvelle-Écosse

Le 20 février 1974, le CCAR a convoqué à Halifax des représentants du MEER, des associations régionales de développement de la région de Bridgewater et de Pictou en Nouvelle-Écosse, ainsi que des hauts fonctionnaires provinciaux des quatre provinces de l'Atlantique. Cette réunion avait pour but d'examiner six propositions d'exploitation de possibilités régionales alors considérées par le MEER. M. Don Jamieson avait auparavant demandé au CCAR de les analyser et de lui faire part des commentaires et des opinions qu'elles avaient suscitées. Le Conseil a donc organisé cette réunion, afin que les spécialistes, qui avaient formulé ces propositions, puissent préciser leur pensée, et que, par la même occasion, les participants de la région puissent exprimer leurs points de vue.

Peu après l'assemblée, le Conseil a remis un rapport au ministre, renfermant les opinions et recom-

ment initiatives. The report was also distributed to participants and other concerned Canadians.

At Kenora, Northwestern Ontario

On June 26, 1974, the CCRD held a joint meeting in Kenora with a number of invited resource people and local leaders from the northwestern region of Ontario to discuss issues pertinent to the socio-economic development of the region. At this time, the Council was embarking on a major study to identify alternatives in development strategies for the midnorth of Canada. Kenora was chosen as the first venue of discussion on the midnorth, because it has the typical duality of characteristics, social and economic, of the communities in the mid-northern areas.

The meeting in Kenora provided the Council with an introduction to the problems of the northwestern region of Ontario and a step forward in its effort to understand the developmental problems and issues in the midnorth of Canada. It provided the Council with valuable impressions of the concerns and difficulties of those who live in the northern environment and a context in which to interpret the studies of experts who are often less experienced in the realities of living in the northern region.

At La Ronge, Saskatchewan

On October 2 - 4, 1974, the CCRD held its 29th meeting at La Ronge, Saskatchewan, to which were invited a selected panel of local leaders and resource people from across the western northlands, from Manitoba to British Columbia. This joint meeting was a continuation of the Council's search for alternative approaches to development in the midnorth. However, this meeting was better structured and specifically designed to obtain the reactions of people, directly involved in development of the region, to a "community economic development" approach which had earlier been formulated for the Council and later supported by a number of case studies of northern

mandations suggérées par les réactions locales aux propositions de développement communautaire régional. Chaque participant et plusieurs citoyens intéressés en ont aussi reçu une copie.

L'assemblée de Kenora, dans le nord-ouest de l'Ontario

Le 26 juin 1974, le CCAR a tenu une réunion à Kenora, à laquelle étaient conviés des personnes-ressources et des dirigeants locaux du nord-ouest de l'Ontario, pour discuter des questions qui touchent le développement socio-économique de la région. À cette époque, le Conseil venait d'entreprendre une étude importante afin de cerner diverses stratégies de développement pour le moyen-nord du Canada. On a choisi Kenora pour la première ronde des discussions sur cette région, parce que la dualité sociale et économique, qui la caractérise, est typique des agglomérations du Moyen-Nord.

La réunion de Kenora a renseigné le Conseil sur les problèmes de la région du nord-ouest de l'Ontario, et constitue un pas en avant dans son effort de compréhension des problèmes et des questions de développement du moyen-nord du Canada. Les impressions ainsi recueillies, à partir des préoccupations et des difficultés des gens qui vivent dans le Nord, ont fourni au CCAR un contexte pour l'interprétation des études d'experts qui souvent connaissent moins bien les réalités de la vie dans les régions nordiques.

L'assemblée de La Ronge en Saskatchewan

Du 2 au 4 octobre 1974, le CCAR a tenu sa 29^e réunion à La Ronge, en Saskatchewan. Un groupe choisi de personnes-ressources et de dirigeants des terres septentrionales de l'Ouest, du Manitoba à la Colombie-Britannique, ont assisté à cette assemblée qui marquait une autre étape de la recherche entreprise par le Conseil sur les différents modes de développement du Moyen-Nord. Elle était toutefois mieux structurée et conçue expressément pour connaître

communities by the Institution of Northern Studies in Saskatoon. The conceptual approach and the case studies focused upon the following issues:

- a) the rate and type of development and its effects on different communities of the midnorth;
- b) the structural stability of northern communities on the basis of their capacity to be self-supportive;
- c) economic considerations of the relative advantages to be derived from small-scale community-controlled developments and from large scale development under private outside ownership and control;
- d) the role of women in the development of northern communities.

Apart from a report issued by the Council in October 1974, incorporating the reactions and the valuable contributions of the participants, the Council's sixth annual review is intended to deal exclusively with the policies, approaches and institutional changes necessary for a viable regional community-oriented development in the midnorth of Canada.

At Toronto, Ontario

The CCRD held its 30th general meeting at Toronto on January 7 - 9, 1975. It was not a joint meeting of the type described above; it was a meeting to review its ongoing work program and debate the issues that would be the Council's work program for 1975-76.

The search for new issues of investigations bearing on rural Canada was made with particular reference to the regionalized operations of DREE, while not ignoring the current pressing social issues, such as evolving immigration policy, energy policy, transportation policy and food policy — all of which will have their effects on the socio-economic structure of rural Canada.

One of the striking issues that the Council debated

les réactions des gens mêlés directement au développement de la région, face à une approche du «développement économique communautaire» antérieurement élaborée par le Conseil et étayée, par la suite, d'une série d'études de cas des communautés septentrionales par l'Institut des études nordiques de Saskatoon. L'approche conceptuelle et les études de cas ont principalement porté sur les questions suivantes :

- a) le genre et le rythme de développement, et ses effets sur diverses agglomérations du Moyen-Nord;
- b) la stabilité des structures des communautés septentrionales d'après leur capacité de se suffire à elles-mêmes;
- c) les considérations économiques liées aux avantages relatifs de petites entreprises dirigées par la collectivité, par rapport à de grandes entreprises sous la propriété et le contrôle d'intérêts extérieurs privés;
- d) le rôle de la femme dans le développement des communautés septentrionales.

Outre un rapport, publié en octobre 1974, renfermant les réactions et les contributions valables des participants à cette réunion, le Conseil a l'intention, dans son sixième exposé annuel, de traiter exclusivement des politiques des approches et des changements institutionnels nécessaires pour assurer la viabilité du développement régional, axé sur la collectivité dans le moyen-nord du Canada.

L'assemblée de Toronto en Ontario

Le CCAR a tenu sa 30^e assemblée générale à Toronto, du 7 au 9 janvier 1975. Il ne s'agit pas d'une réunion du genre de celles mentionnées précédemment, elle devait, entre autres choses, permettre au Conseil de revoir son programme de travail courant et de débattre les questions qui composeraient celui de 1975-

at length at this meeting was its own mandate and composition in relation to the regionalized operations of DREE.

1976. L'exploration de nouveaux sujets de recherche intéressant le Canada rural s'est faite en fonction surtout de la régionalisation des opérations du MEER, sans oublier les urgentes questions sociales de l'heure, telles les politiques évolutives de l'immigration, de l'énergie, des transports et de l'alimentation qui, toutes, influent sur la structure socio-économique du Canada rural.

Le Conseil a aussi longuement débattu, et c'était un des points importants de la réunion, son propre mandat et sa composition en fonction des activités régionalisées du MEER.

V. NEW WORK PROGRAM FOR 1975-76

- *Catalogue of Rural Development Programs*

This is aimed at providing, to rural institutions and the rural public, comprehensively documented information on government programs available to meet the developmental and service needs of rural residents.

- *Socio-Economic Data Inventory on Rural Canada*

The primary objective of this document, which is intended to be revised annually, is to provide a data base for reviewing changes in rural Canada. This would allow the CCRD, as well as other concerned agencies, to identify major issues and problems for rural people requiring governmental intervention in the short- and long-term.

- *Brief on Green Paper on Immigration*

The CCRD strongly believes that the emerging immigration policy of the federal government will have important implications for a desirable population distribution policy for Canada. The Council therefore intends to submit a brief to the Parliamentary enquiry process, outlining its position with respect to the immigration policy in the context of Canada's historical process of development and the priorities for rural development.

- *Regional Meetings*

Inasmuch as DREE has adopted regionalized operations, whereby strategic planning and decision making will now be made in the regions, the Council's regional members will periodically meet with DREE regional officials and exchange views on the developmental issues of the region concerned, in order to identify those issues on which the Council can undertake studies and make policy recommendations to the Minister.

V. LE NOUVEAU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1975-1976

- *Répertoire des programmes de développement rural*

Il s'agit d'une publication destinée à bien renseigner les institutions et les gens du milieu rural sur les programmes gouvernementaux mis à leur disposition pour répondre à leurs besoins en matière de développement et de services.

- *Inventaire des données socio-économiques sur le Canada rural*

Le but premier de ce document, qui sera révisé tous les ans, est de fournir un ensemble de données permettant de mesurer l'évolution du Canada rural. Le CCAR, ainsi que d'autres organismes voués à la même cause, pourront ainsi cerner les questions et les problèmes qui ont de l'importance aux yeux des habitants de la campagne et qui nécessitent une intervention à court ou à long terme de la part du gouvernement.

- *Mémoire touchant le Livre vert sur l'immigration*

Le CCAR croit fermement que la prochaine politique de l'immigration du gouvernement fédéral aura de profondes répercussions sur la politique de distribution de la population qu'il faudrait élaborer pour le Canada. Le Conseil a donc l'intention de présenter un mémoire au comité parlementaire concerné pour exprimer sa position sur la politique de l'immigration, à la lumière de l'évolution historique du développement au Canada et des priorités du développement rural.

- *Réunions régionales*

Suite à la décentralisation du MEER, la planification et les prises de décisions s'effectueront désormais dans les régions. Aussi, les membres régionaux du Conseil rencontreront périodiquement les représentants régionaux du MEER pour échanger des idées sur les questions de développement dans la région en cause et déterminer celles à propos desquelles le Conseil pourrait entreprendre des études et formuler des recommandations au ministre.

- *Other Work Programs*

The work program of the Council is evolving. Each time the Council meets, new ideas emerge. Therefore it is likely that other study projects will be undertaken during the course of 1975-76. Given the general concern of the Council to improve the quality of rural life, a number of issues such as the role of rural municipalities in development process, the need for balanced rural-urban population distribution, world food shortage and rural land-use and a land bank program have been generally discussed by the Council. The Council is further concerned with some of the urgent issues of the day: energy policies, native policies, fishery programs, transportation policies—all of which will have some major effect on rural living. It is the intention of the Council to study some of these current issues, within the constraints of its budget and staff resources, and submit the results to the Minister in the form of “briefs” during 1975-76.

- *Autres éléments du programme de travail*

L'élaboration du programme de travail du Conseil se fait graduellement tout au long d'une année. De nouvelles idées surgissent lors des réunions du Conseil. Il est donc probable que plusieurs autres sujets d'étude seront abordés durant l'année 1975-1976. Le Conseil, ayant comme préoccupation générale d'améliorer la qualité de la vie rurale, a été amené à discuter globalement de plusieurs questions, notamment l'apport des municipalités rurales au développement, la nécessité d'une répartition équilibrée de la population entre la campagne et la ville, la pénurie mondiale de nourriture, l'utilisation des terres rurales, le programme d'une banque de terrains, etc. Le Conseil s'intéresse aussi à des questions brûlantes d'actualité comme les politiques touchant l'énergie, les autochtones, les pêches, les transports qui, toutes, auront des répercussions sur le mode de vie rural. Il a l'intention d'aborder certaines d'entre elles, dans les limites de son budget et de ses ressources en personnel, et de les soumettre au ministre sous forme d'«exposés» en 1975-1976.

VI. THE OBJECTIVE AND FUNCTION

The general role of the Council is to advise the Minister on the scope, direction and implementation of Canada's rural development program and policy. Within this general framework the Council fulfils several important functions, chief among which are:

- to consider specific questions referred to it by the Minister;
- to provide a forum for the expression of views, comments and suggestions by national organizations with a direct and active interest in rural development, and to provide a vehicle for the orderly transmission of these views to the Minister;
- to provide a permanent structure for consultation between the Minister and leading experts in the various disciplines connected with rural development;
- to ensure continuity and coherence in Canada's long-term rural policy;
- to facilitate public understanding — particularly academic and organizational — of Canada's rural development program.

The role and function of the Council have provided the Council with a degree of dynamism and flexibility of approach towards rural and regional development issues. This dynamism and flexibility also emanate from the multi-disciplinary composition of the Council's membership. The Council is composed of both organizational and individual members. The organizational membership reflects almost all aspects of rural concern, while the individual members represent a wide range of disciplines in social sciences.

Thus, both the mandate and the composition of the Council have allowed it to undertake wide-ranging activities. Particularly since the establishment of DREE, the Council has begun to diversify its role and function in order to adapt to the greater and more diversified federal involvement in regional and rural development. While the central concern of the Council still relates to the improvement of the rural economy and rural living, it has to consider development

VI. L'OBJECTIF ET LES FONCTIONS

Le Conseil a pour rôle de conseiller le ministre sur la portée, l'orientation et l'application des programmes et des mesures de développement rural au Canada. Le Conseil exerce, dans ce cadre général, plusieurs fonctions dont les principales sont les suivantes:

- Étudier tout spécialement les questions soumises par le ministre.
- Fournir l'occasion aux organismes nationaux, qui s'intéressent directement et activement au développement rural, d'exprimer leurs opinions, de faire leurs observations et leurs suggestions, et constituer un moyen de véhiculer cette information au ministre.
- Faciliter les consultations entre le ministre et les principaux experts dans les diverses disciplines reliées au développement rural, en fournissant une structure permanente à cette fin.
- Assurer la continuité et la cohésion de la politique de développement rural à long terme au Canada.
- Renseigner davantage le public, en particulier le milieu universitaire et les organisations, sur le programme de développement rural du Canada.

De toute évidence, le rôle et les fonctions du Conseil lui ont procuré un certain dynamisme et une souplesse d'approche pour tout ce qui touche les questions de développement rural et régional. Ces caractéristiques émanent aussi de sa composition multidisciplinaire. Le Conseil compte en effet dans ses rangs des membres représentant des organisations, qui reflètent presque tous les aspects des préoccupations rurales, et des membres à titre personnel appartenant à un vaste éventail de disciplines des sciences sociales.

Ainsi, tant le mandat que la composition du Conseil lui ont permis d'entreprendre des activités de grande portée, comme celles qui sont exposées dans les pages précédentes. Presque inévitablement, et surtout depuis la mise sur pied du MEER, le Conseil a été amené à diversifier son rôle et ses fonctions afin de pouvoir s'adapter à l'intervention plus poussée

policies in the urban and regional levels in order to make an objective assessment of programs which directly or indirectly affect the regional population existing in the rural milieu.

Further, since late 1974, the Council has been actively engaged in evolving a policy of regionalized functioning.

et plus variée du gouvernement fédéral dans le domaine du développement rural et régional. Bien que le Conseil se préoccupe toujours en premier lieu de l'amélioration de l'économie et de la vie rurales, il doit quelquefois se pencher sur les politiques de développement aux niveaux urbain et régional afin d'être en mesure d'évaluer objectivement les programmes qui, directement ou indirectement, influent sur la population régionale vivant en milieu rural.

Enfin, le Conseil s'emploie activement, depuis la fin de 1974, à élaborer une politique de fonctionnement régionalisé.

VII. PUBLICATIONS

First Report and Review
Second Report and Review
Third Report and Review
Fourth Report and Review
Fifth Report and Review
Views on Rural Development in Canada
ARDA: An Experiment in Development Planning
Report of a Seminar at Geneva Park
Participation and Regional Planning
*Brief Submitted by the CCRD to the Special Senate Committee on Poverty
*Statement Submitted by the CCRD to the Canadian Agricultural Congress
*Brief Submitted by the CCRD at the Public Hearing on Fundy National Park
*Regions, Poverty and Change, a compendium of essays on regional development
*Resettlement Policies in Newfoundland
**Local Development Associations in Canada
*Community Development Associations in Newfoundland
*Development and Communications
*A report on the Joint Meeting of CCRD at Moncton with Local Leaders
*A Report on the Joint Meeting of CCRD at Winnipeg with Local Leaders
*A Report on the Joint Meeting of CCRD in Atlantic Region with Local Leaders

VII. LES PUBLICATIONS

Premier rapport et exposé
Deuxième rapport et exposé
Troisième rapport et exposé
Quatrième rapport et exposé
Cinquième rapport et exposé
Le développement rural au Canada
L'ARDA: une expérience de planification du développement
Rapport du séminaire tenu au Geneva Park
Étude sur la participation et la planification régionales
*Mémoire soumis par le Conseil canadien de l'aménagement rural au comité spécial du Sénat sur la pauvreté
*Exposé présenté par le Conseil canadien de l'aménagement rural au congrès de l'agriculture canadienne
*Mémoire présenté par le Conseil canadien de l'aménagement rural lors de l'audition publique sur le parc national de Fundy
Régions, pauvreté et évolution, recueil d'essais sur le développement régional
*La réinstallation des agglomérations de pêcheurs à Terre-Neuve
**Les associations de développement locales au Canada
*Les associations de développement communautaires à Terre-Neuve
*Le développement et les communications: l'approche canadienne
*Rapport sur l'assemblée commune du CCAR à Moncton

*A Report on the Joint Meeting of CCRD at Kenora with Local Leaders

*A Report on the Joint Meeting of CCRD at La Ronge with Local Leaders

**Economic Significance of Tourism and Outdoor Recreation for Rural Development

**Manpower Policies and Programs in Rural Canada

*Rapport sur l'assemblée commune du CCAR à Winnipeg

*Rapport sur l'assemblée commune dans la région de l'Atlantique

*Rapport sur l'assemblée commune du CCAR à Kenora

*Rapport sur l'assemblée commune du CCAR à La Ronge

**L'incidence économique du tourisme et des activités en plein air sur le développement rural

**Politiques et programmes de main-d'œuvre au Canada rural

*Studies for public distribution on request

**Publications to come out in 1975

*Publications envoyées sur demande.

**A paraître au cours de 1975.

VIII. THE COUNCIL

According to its present mandate, the Council can have a membership complement of a maximum of 40 and a minimum of 25. At present, the strength stands at 26, 18 members are organizational, i.e. they represent various national organizations. The remaining eight are individual members mostly from the academic field. The selection and appointment of Council members are entirely a Ministerial prerogative, although the Minister may ask the Council for suggestions or recommendations in this respect.

Executive Committee

The Executive Committee is elected by the Council for a term of two years and the Executive members may be re-elected for one additional term.

Secretariat

The Minister of Regional Economic Expansion provides the Council with a Secretariat consisting of such administrative, technical and professional staff, from the Public Service of Canada, as the Minister deems necessary. At present, the Secretariat has a complement of nine persons.

Executive Director — Mr. Gerald Steele

Budget

The Minister of Regional Economic Expansion also provides the Council an annual budget, determined on the basis of estimates submitted by the Council. The budget for 1974-75 fiscal year was \$408,000.

Organizational Members

BAKER, Harold R.

Canadian Association for Adult Education

BRAITHWAITE, George W.

Co-Operative Union of Canada

CARTER, T. R.

Canadian Water Resource Association

CLARK, Ms. C. E.

Canadian Association in Support of the Native People

VIII. LE CONSEIL

Selon son mandat actuel, le Conseil ne peut compter plus de 40 membres et moins de 25. Le nombre actuel est de 26 membres, dont 18 représentent divers organismes nationaux. Les huit autres sont des membres à titre personnel qui, pour la plupart, proviennent du monde universitaire. Le choix et la nomination sont laissés entièrement à la discrétion du ministre, mais ce dernier peut demander l'avis et les recommandations du Conseil à cette fin.

Le comité exécutif

Le comité exécutif est élu par le Conseil pour une période de deux ans et les membres de l'exécutif peuvent être réélus pour un mandat additionnel.

Le secrétariat

Le ministre de l'Expansion économique régionale fournit au Conseil, en faisant appel à la Fonction publique du Canada, un secrétariat composé du personnel administratif, technique et professionnel que le ministre juge nécessaire. Le secrétariat compte actuellement un effectif de neuf personnes.
Directeur administratif: M. Gerald Steele

Le budget

Le ministre de l'Expansion économique régionale fournit également au Conseil un budget annuel, fondé sur les prévisions présentées par le Conseil. Le budget pour l'exercice financier 1974-1975 était de \$408,000.

Membres d'organisations

BAKER, Harold R.

Canadian Association for Adult Education

BRAITHWAITE, George W.

Co-Operative Union of Canada

CARTER, T. R.

Canadian Water Resource Association

CLARK, M^{me} C. E.

Association canadienne de soutien aux peuples autochtones

HENDERSON, G.
National & Provincial Parks Association of Canada
JENKINS, W. A.
Atlantic Provinces Economic Council
JOHNSON, R. F.
Fisheries Council of Canada
LAFOREST, R.
Institut canadien d'éducation des adultes
LEA, D.
Canadian Federation of Agriculture
LEGARE, F.-X.
Confédération des syndicats nationaux
LOVE, D. V.
Canadian Forestry Association
MacEACHERN, G. A.
Agricultural Economics, Research Council of
Canada
McLEAN, Mrs. E.
Federated Women's Institutes of Canada
NEAL, W. S.
Canadian Chamber of Commerce
NOUSIAINEN, S.
Canadian Labour Congress
POTTER, Ms. E.
National Farmers Union
ROBERTSON, Ms. D. M.
National Council of Women
WILSON, M. R.
Canadian Wildlife Federation

Individual Members

ABRAMSON, J. A.
Continuing Education Program, University of
Saskatchewan
BREWIS, T. N.
School of Commerce, Carleton University
DANEAU, M.
Laval University
DEITER, W. P.
Regina, Saskatchewan

HENDERSON, G.
Association des parcs nationaux et provinciaux
du Canada
JENKINS, W. A.
Conseil économique des provinces de l'Atlantique
JOHNSON, R. F.
Conseil canadien des pêcheries
LAFOREST, R.
Institut canadien d'éducation des adultes
LEA, D.
Fédération canadienne de l'agriculture
LÉGARE, F.-X.
Confédération des syndicats nationaux
LOVE, D. V.
Association forestière canadienne
MacEACHERN, G. A.
Conseil de la recherche en économie agricole
du Canada
McLEAN, M^{me} E.
Federated Women's Institutes of Canada
NEAL, W. S.
Chambre de commerce du Canada
NOUSIAINEN, S.
Congrès du travail du Canada
POTTER, M^{me} E.
Union nationale des agriculteurs
ROBERTSON, M^{me} D. M.
National Council of Women
WILSON, M. R.
Fédération canadienne de la faune

Membres à titre personnel

ABRAMSON, J. A.
Programme de l'éducation permanente, université
de la Saskatchewan
BREWIS, T. N.
École de commerce, université Carleton
DANEAU, M.
Université Laval
DEITER, W. P.
Regina, Saskatchewan

KIRK, D.

Canadian Federation of Agriculture

MORSE, N. H.

Fisheries Research Project, Dalhousie University

RICHARDS, N. R.

University of Guelph

SNOWDEN, D.

Memorial University of Newfoundland

The Executive Committee 1974-75

Dr. W. A. Jenkins, Chairman

Prof. Jane A. Abramson, Vice-Chairman

M. Marcel Daneau

Mr. Gavin Henderson

Mr. Donald Snowden

M. René Laforest

Mr. D. V. Love

KIRK, D.

Fédération canadienne de l'agriculture

MORSE, N. H.

Projet de recherche sur les pêcheries, université
de Dalhousie

RICHARDS, N. R.

Université de Guelph

SNOWDEN, D.

Université Memorial de Terre-Neuve

Comité exécutif, 1974-1975

M. W. A. Jenkins, président

M^{me} Jane A. Abramson, vice-présidente

M. Marcel Daneau

M. Gavin Henderson

M. Donald Snowden

M. René Laforest

M. D. V. Love

